

Imaginer André Laurendeau heureux comme Sisyphe

VALÉRIE LAPOINTE-GAGNON, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la Commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Boréal, 2018, 413 pages

Yvan Lamonde

Volume 12, Number 3, Summer 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88387ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lamonde, Y. (2018). Review of [Imaginer André Laurendeau heureux comme Sisyphe / VALÉRIE LAPOINTE-GAGNON, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la Commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Boréal, 2018, 413 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 12(3), 13–14.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

IMAGINER ANDRÉ LAURENDEAU HEUREUX COMME SISYPHE

Yvan Lamonde
Historien

VALÉRIE LAPOINTE-GAGNON
**PANSER LE CANADA. UNE
HISTOIRE INTELLECTUELLE
DE LA COMMISSION
LAURENDEAU-DUNTON**
Montréal, Boréal, 2018, 413 pages

De 1932 à 1962, André Laurendeau aura été l'acteur et l'observateur le plus perspicace du milieu intellectuel et politique canadien-français et québécois : penseur des Jeune-Canada (1932), confronté à une perte de foi religieuse et nationaliste en France de 1935 à 1937, directeur de *L'Action nationale* (1937-1946 et 1948-1954), chef provincial du Bloc populaire canadien (1944-1948), rédacteur en chef du *Devoir* à compter de 1948, lecteur critique de l'aventure de *Cité libre* en 1950, critique de la montée de l'indépendantisme et des positions de Pierre Bourgault en 1961, il est celui qui dans *Le Devoir* du 20 janvier 1962 avoue son profond besoin de savoir si son fédéralisme et le fédéralisme canadien peuvent avoir la substance qui permettrait de faire face au «séparatisme». À vrai dire, il porte la question depuis 1932 : Jeune-Canada ou Jeune-Québec ? Diplômé de profession et tenant d'un fédéralisme décentralisé, Lester B. Pearson consent à la commission demandée par Laurendeau et celle-ci, coprésidée par Laurendeau et Davidson Dunton, recteur de l'Université Carleton d'Ottawa, se met en branle en juillet 1963 et dure huit ans, jusqu'en mars 1971. L'appellation de la commission – Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme – est son programme, et Valérie Lapointe-Gagnon (VLG) le donne à comprendre, sa perte.

Cette remarquable étude fait la preuve que l'histoire intellectuelle est d'une efficacité sans pareil en identifiant les idées à comprendre et en expliquant les tenants et aboutissants. Une telle approche est comme une obligation à aller à l'essentiel. Foin alors de l'histoire où l'on croyait expliquer en enfilant des dates, des noms propres et des noms d'institutions sur un axe de progrès assuré.

Avec pertinence, l'auteure développe l'idée de «kairos», de moment opportun que des penseurs grecs ont aussi appliquée à la médecine pour faire comprendre que le moment même de la prescription est tout aussi crucial que le remède prescrit. Cette mise en scène narrative donne toute sa gravité au «moment Laurendeau-Dunton» sans dramatiser à outrance. VLG

a traversé les dossiers de santé politique du Canada durant ces huit années de commission : archives systématiques de la Commission et des commissaires, journaux personnels, mémoires et études spécifiques (Laurendeau, Frank Scott, Gertrude Laing, Jean-Louis Gagnon, Léon Dion), correspondance des protagonistes ; elle a scruté les procès-verbaux des 83 rencontres des commissaires, les 409 mémoires soumis, les 178 études commandées à 78 chercheurs du «meilleur séminaire de recherche permanent en sciences humaines» jamais organisé. Une analyse serrée, qui respire bien, permet au lecteur de voir clair dans les crises récurrentes de la pathologie canadienne. L'écriture de l'analyse du cas est vibrante et sans concession à quelque relâchement ou paresse analytique. De l'athlétisme analytique.

On demandait aux Canadiens qui n'avaient pas vraiment compris le Canada français de comprendre un Québec qui ne comprenait pas nécessairement lui-même les changements qu'il avait connus en accéléré depuis dix ans.

Mais surtout, l'analyse fait voir au fil du texte que et comment les dés étaient politiquement pipés. La commissaire Gertrude Laing écrira au terme de l'exercice : «*By our composition and in our debates, we were re-living the whole Canadian experience, and if in the end we agonized to the point of deep distress to find an accommodation, it was because we truly represented the basic dilemma of Canada*» (p. 289).

La commission avait été amorcée sur une «idée-force» de Laurendeau, «l'égalité entre les deux peuples fondateurs» de la Confédération canadienne, ce qu'on traduisit malhabilement dans le mandat par «founding races», puis qu'on corrigea par «equal partnership». «Deux» mena à dualité à dualisme.

Une revue de presse des premiers mois de travail de la commission pointa du doigt l'absence d'économistes et de «vétérans», observait qu'avec la meilleure volonté, le Canada «cannot solve Quebec's problems» alors que plus tard dans l'Ouest on estimait que si les Ukrainiens avaient accepté de perdre leur langue, les Canadiens français devaient faire de même. On demandait aux Canadiens qui n'avaient pas vraiment compris le Canada français de comprendre un Québec qui ne comprenait pas nécessaire-



ment lui-même les changements qu'il avait connus en accéléré depuis dix ans.

La commission se donna un premier signe de ses difficultés lorsqu'achoppa la définition du terme «biculturalisme» (p. 162-166), le «bi» portant l'exigence des «deux peuples fondateurs». Les tensions devinrent manifestes et lancinantes – Laurendeau, Lacoste, Laing, Dion vs Scott, Cormier, Rudnyckij – lorsqu'il fallut discuter de la forme du régime politique du biculturalisme, «redéfinir le fédéralisme canadien pour donner au Québec la plus grande mesure de souveraineté possible, sans toutefois porter atteinte à l'existence même du Canada en tant qu'État fédéral» (Marc Brière, p. 353). La question du «statut particulier» du Québec dans la Confédération fut un «kairos» pour la commission, son point de bascule. Ce qui était «exigence première» pour Laurendeau devint le sujet d'un «dialogue de sourds» (p. 283) et selon VLG la possibilité d'une entente mourut au feuillet de la 47^e réunion de septembre 1966. On comprend que lorsque les choses deviennent sérieuses – la politique, le pouvoir, la Constitution –, le culturel montre son visage de concession maximale. La dualité culturelle, à la rigueur ; la dualité politique, jamais. Autre «kairos», à propos cette fois du médicament lui-même : face à l'asymétrie impossible pour Scott et ceux qu'il représente au Canada, ne reste pour le Québec que la distinction «culturelle» ou bien un choix politique, l'indépendance. C'est ce que le RIN défend à l'époque et ce que Gaston Miron est en train de nommer et d'incarner. C'est ce dont parle Laurendeau dans le volume I du rapport de la commission : «Mais la minorité, du moment que sa vie collective lui apparaît comme un tout, peut fort bien en vouloir la maîtrise et regarder au-delà des libertés culturelles. Elle pose alors la question de son statut politique» (p. 250).

voir Panser le Canada

à la page 14

Panser le Canada

suite de la page 13

On glisse alors insensiblement du biculturalisme au multiculturalisme sous l'argumentation du commissaire d'origine ukrainienne Rudnycky et des mémoires ou présentations de la totalité des 225 associations ukrainiennes existantes (p. 301) et de celle du commissaire Scott. Le juriste de McGill utilise un sophisme pour refuser tout statut politique particulier au Québec: l'objet de la commission n'est pas le Québec, mais le Canada français. On comprend mieux que les États généraux du Canada français aient alors fait éclater ce Canada français, cet argument des minorités françaises hors Québec qui servait désormais trop crûment d'argument contre le projet des souverainistes.

Laurendeau meurt à la tâche le 1^{er} juin 1968. À la conférence fédérale-provinciale sur la Constitution en février, le ministre de la Justice Pierre Elliott Trudeau avait pris de front Daniel Johnson sur la question de la place du Québec dans la Confédération et le 24 juin, c'est le même homme, dorénavant remplaçant de Pearson, qui se fait chahuter à Montréal à la célébration de la fête de la Saint-Jean-Baptiste et qui devient premier ministre du Canada le

lendemain. Émule de Scott, Trudeau fait alors du multiculturalisme un point essentiel de sa politique d'unité canadienne et devient selon VLG «l'assassin des espoirs» (p. 359) de la commission BB. Pour Trudeau, tenant des droits et libertés individuels, le «Canada français» est une minorité comme les autres. Foin du «bi», place au «multi».

On avait ouvert une fenêtre culturelle – le bilinguisme – mais fermé la porte politique – le biculturalisme. Et songeant à cette séquence politique des deux peuples fondateurs, du statut particulier, de la société distincte, de la souveraineté, on se met à rêver à l'analyse que ferait VLG du rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne de 1982 et du vide constitutionnel sur lequel vit le Québec

depuis. La physique n'est pas la politique: l'horreur du vide n'y a pas la même réalité.

À côté de quels «kairos» les Québécois et les Canadiens passent-ils sans cesse? Y a-t-il seulement encore un ou des «kairos»? ❖

Scott utilise un sophisme pour refuser tout statut politique particulier au Québec: l'objet de la commission n'est pas le Québec, mais le Canada français. On comprend mieux que les États généraux du Canada français aient alors fait éclater ce Canada français, cet argument des minorités françaises hors Québec qui servait désormais trop crûment d'argument contre le projet des souverainistes.

JÉRÉMIE McEWEN

AVANT JE CRIAIS FORT

Montréal, XYZ éditeur, 2018, 172 pages

Parce que nos départements respectifs ne se trouvent pas dans les mêmes recoins du dédale qu'est notre cégep, je ne croise à peu près jamais Jérémie McEwen, je le connais surtout par ses chroniques à la radio publique. Il enseigne la philosophie et moi la littérature, deux disciplines dont la pertinence au collégial est de temps à autre remise en question, parce qu'«il faut préparer les jeunes au marché du travail» et qu'apprendre à penser par soi-même nuirait à cela, apparemment.

Dans *Les trois sœurs* de Tchekhov (pièce citée dans le livre), le lieutenant-colonel Verchinine aime à philosopher, ce qui dans son cas consiste à se dire que la vie sera meilleure dans deux ou trois cents ans et que pour l'heure il faut travailler. Le philosophe McEwen se propose un autre projet: réfléchir à la vie d'aujourd'hui, réfléchir au lieu de crier fort comme on le fait à droite et à gauche, et surtout ne pas enfoncer de l'opinion dans la gorge des lecteurs comme on le fait à gauche et à droite, plutôt leur offrir matière à réflexion.

Le collègue est pédagogue, réussit très bien à synthétiser la pensée de nombreux philosophes, à expliquer des débats intellectuels, le tout dans des chapitres concis. Un peu trop concis parfois, on reste sur sa faim, et avec certains chapitres on dirait que l'auteur ne savait pas comment les conclure, ou qu'il refusait de le faire, alors ça se termine en queue de poisson, ou de manière confuse. Une brique de l'épaisseur d'*Être et temps* ferait fuir les profanes, on a sans doute voulu garder un format plus modeste, je comprends bien ces considérations commerciales, mais peut-être qu'un peu moins de chapitres aurait permis de donner plus de substance à chacun, quitte à faire un tome deux. Tant qu'à s'attarder à la forme, je comprends plus ou moins l'intérêt de diviser le livre en quatre parties, est-ce faire des sections pour faire des sections? Avec leurs titres sibyllins, dans l'ordre «Je», «Tu», «Nous» et «Il» (et «Elle» brille par son absence), on voit mal comment déplacer des chapitres d'une section à l'autre changerait quoi que ce soit.

N'empêche, c'est un plaisir de lire cette prose intelligente qui embrasse entre autres sujets l'amitié, l'humour, le pardon, la voix, le temps, Banksy, P. K. Subban, le hip-hop – et n'allez pas imaginer que c'est pour racoler: McEwen fait lui-même du rap; par ailleurs les chapitres qui en parlent figurent parmi les plus intéressants. Il va aussi aborder des sujets plus délicats comme le conflit israélo-palestinien, les «accommodements raisonnables» ou la question du voile islamique,



mais de biais, de façon prudente (d'aucuns diront: «frileuse»), en chuchotant presque pendant qu'ailleurs on n'en finit plus de s'égosiller.

Il y a des passages plus personnels, par exemple celui sur l'enregistrement de la voix du père de l'auteur, qu'il écoute de temps à autre pour retrouver le disparu et le perdre de nouveau. Le sujet ne s'exclut pas de son discours, le discours n'est pas désincarné. Et c'est en fait une approche très humble, McEwen ne cache pas son admiration pour Serge Bouchard, par exemple, et même s'il est un professeur savant, cultivé, il apprend des autres, qu'ils soient un vieux mammoth laineux ou une cégépienne qui offre une critique inattendue de Descartes. La réflexion philosophique n'est pas ici qu'un jeu gratuit, elle mène à des fragments d'une éthique, dont la modestie est une composante. Par exemple, en prenant appui sur la pensée de la philosophe française Marguerite Léna, ou la résumant, McEwen écrit: «Il faut semer notre petitesse et la faire croître en tant que petitesse. Face au temps, comme face au fleuve, nous serons toujours petits. Mais nous pouvons nous comprendre ainsi, avec modestie, et dès lors nous ouvrir davantage sur le monde» (p. 125-126).

La conclusion, intitulée «Philosophie pour tous», est claire: «Si un philosophe n'est pas au service des gens autour de lui, je ne crois pas qu'il fasse un travail très utile» (p. 158). Avec ce livre, McEwen est cohérent avec sa pensée: il va dans le monde, avec ses doutes, sa finitude, il réfléchit avec les autres, se place en interlocuteur plutôt qu'en autorité. Même si ce n'est pas sa prétention, *Avant je criais fort* peut très bien se présenter comme une introduction à la philosophie, une philosophie appliquée, qui peut aider à naviguer l'infinie complexité des choses, qui ne réduisent pas, bien entendu, à l'hostie de marché du travail.

François Rioux

Professeur de littérature, collège Montmorency